CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1957-1958

Annexe au procès-verbal de la séance du 12 mars 1958.

RAPPORT

FAIT

au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale (1)
sur la proposition de loi, ADOPTÉE AVEC MODIFICATION PAR
L'ASSEMBLÉE NATIONALE DANS SA DEUXIÈME LECTURE,
relative à la durée du travail dans les établissements de
commerce non alimentaire.

Par M. ABEL-DURAND

Sénateur.

Mesdames, Messieurs,

La proposition de loi sur laquelle le Conseil de la République est appelé pour la seconde fois à délibérer a pour objet d'interdire la récupération des jours fériés dans les établissements de commerce non alimentaires au-delà du nombre de dérogations aux dispositions de l'article 6 du Livre II du Code du Travail, qui sont autorisés par les textes réglementaires prévus à l'article 7 dudit Code.

(1) Cette Commission est composée de : MM. Francis Dassaud, *Président* ; Reynouard, Menu, *Vice-Présidents* ; Beaujannot, Montpied, *Secrétaires* ; Abel-Durand, Boudinot, Marcel Boulangé, Capelle, Maurice Charpentier, Mmes Marcelle Delabie, Marcelle Devaud, MM. Jean Doussot, Dutoit, Mme Girault, MM. Gondjout, Lebreton, Levâcher, Maillot, Méric, Minvielle, Ohlen, Plazanet, Ramampy, Rogier, Rotinat, François Ruin, Sahoulba Gontchomé, Satineau, Viallanes.

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (3^e législ.) : 155, 676, 1414, 2614 et in-8° 265.
3792, 6273 et in-8° 1007.

Conseil de la République : 59, 182 et 220 (Session de 1956-1957).
240 (Session de 1957-1958).

A la première lecture devant votre Assemblée, le 15 janvier 1957, la prise en considération de cette proposition de loi fut rejetée par 190 voix contre 111.

L'Assemblée Nationale, en deuxième lecture, a repris son texte.

Votre Commission du Travail et de la Sécurité sociale a décidé, à la majorité, de vous recommander le maintien de la position que la majorité du Conseil de la République avait adoptée à la première lecture.

Aucune des raisons qui avait déterminé votre vote du 15 janvier 1957 n'a, en effet, été réfutée, ni même contredite.

Il a été expressément reconnu à l'Assemblée Nationale que la proposition de loi « n'apporte pas de précision supplémentaire », l'expression est de M. Robert Coutant, Président de la Commission du Travail, lui-même.

L'article 6 du Livre II du Code du Travail est celui qui fixe à quarante heures par semaine la durée hebdomadaire du travail. L'article 7 prévoit que des décrets en fixeront les modalités d'application. Des dérogations et des facultés de récupération ont été accordées par différents décrets. Mais le décret du 3 octobre 1956, remplaçant celui du 24 octobre 1953, prévoit formellement que dérogation et récupération ne peuvent s'effectuer que dans un maximum de seize semaines par an ; c'est exactement ce qui, en d'autres termes, est prescrit par la proposition de loi.

Il a été dit, à l'Assemblée Nationale, que la disposition proposée était une « mesure de précaution » prise contre les employeurs qui cherchent à tourner la loi. Si telle est l'intention des auteurs de la proposition, on doit remarquer qu'elle est inutile et en tout cas inopérante : que les interdictions procèdent directement de la loi ou en sont dérivées, par décret pris en vertu de la loi, les pouvoirs des inspecteurs du Travail chargés de contrôler l'application du Code du Travail, les pénalités qui sanctionnent l'infraction à ces dispositions sont exactement les mêmes.

La proposition de loi transfère du pouvoir législatif au pouvoir réglementaire certaines prescriptions relatives à la durée du travail dans certains établissements. Cette transformation va à l'encontre de la distinction naturelle entre les principes qui sont du domaine de la loi et l'application, qui est d'ordre réglementaire. Celle-ci est en contradiction formelle avec le texte même de l'article 7, qui renvoie expressément à des décrets les modalités d'application de l'article 6.

Si la proposition de loi était adoptée, on se trouverait en présence de cette singularité que, pour les commerces non alimentaires, le maximum des dérogations et récupérations serait imposé par la loi, pour les autres, assujettis à la même législation des quarante heures, il continuerait à être fixé par décret.

Le transfert du réglementaire au législatif ne fait, en réalité, que dessaisir le Ministre du Travail d'attributions qu'il n'exerce d'ailleurs, d'après l'article 7, qu'après consultation obligatoire des organisations patronales et ouvrières intéressées ou même à leur demande.

On a peine à admettre que contre l'exercice de telle attribution par un Ministre du Travail des précautions supplémentaires soient justifiées.

Deux Ministres du Travail, M. Gazier, à la première lecture devant le Conseil de la République, M. Bacon, en deuxième lecture, sont intervenus pour présenter des observations en ce sens.

Le texte proposé est inutile.

Il peut être nuisible si indirectement il entrave — dans des circonstances dont l'appréciation appartient à l'organe du pouvoir exécutif — le jeu du mécanisme prévu par la loi elle-même pour son application.

Le Conseil de la République restera sans doute fidèle au souci de bon ordre dans le domaine législatif qui l'anime et qu'il a manifesté lors de la première lecture de cette proposition de loi.

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, votre Commission du Travail et de la Sécurité sociale vous demande de rejeter une nouvelle fois le texte dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

Article unique.

(Rejet du texte voté par l'Assemblée Nationale.)

Dans les établissements de commerce non alimentaire, la récupération des jours fériés chômés ne pourra, en aucun cas, augmenter le nombre des dérogations aux dispositions de l'article 6 du Livre II du Code du travail qui sont autorisées par les textes réglementaires prévus à l'article 7 dudit Code.